

Bordereau attestant l'exactitude des informations - VIENNE - 3802 - Documents comptables (B-S)
- Dépôt le 12/05/2025 - B2025/004140 - 2010 B 00739 - 434 024 394 - ELYFEC

4140

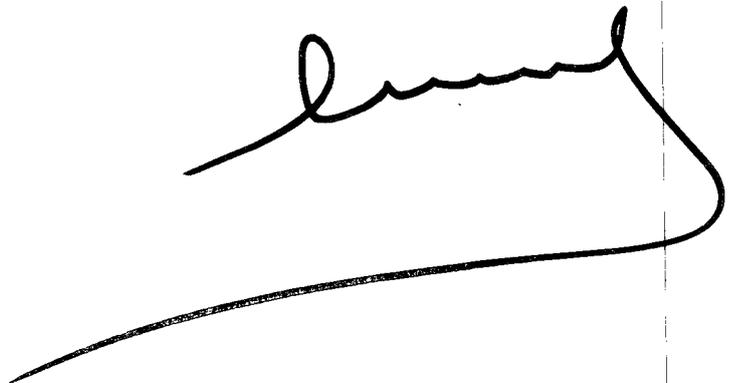
ELYFEC

S.A.S. au capital de 40.000 euros
SIEGE SOCIAL : 29 rue Condorcet
Bâtiment A - Porte 7021 - 38090 VAUX MILIEU
434 024 394 RCS VIENNE

COMPTES ANNUELS et ANNEXE

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Certifié conforme
Le Président

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2024	31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	63 655	59 993	3 662	14 757
Fonds commercial	108 714		108 714	108 714
Autres immobilisations incorporelles	55 440		55 440	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	28 876	28 876		769
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	51 754		51 754	51 754
Autres immobilisations financières	24 031		24 031	23 586
ACTIF IMMOBILISE	332 469	88 869	243 600	199 579
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	5 160		5 160	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	770 805	62 577	708 228	650 109
Autres créances	2 102 946		2 102 946	1 099 826
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	209 862		209 862	514 067
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	6 063		6 063	21 595
ACTIF CIRCULANT	3 094 835	62 577	3 032 258	2 285 597
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	3 427 304	151 446	3 275 858	2 485 176

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Capital social ou individuel (dont versé : 40 000)	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	642 350	642 044
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-153 643	10 306
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	532 706	696 350
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	119 000	119 000
Provisions pour charges		
PROVISIONS	119 000	119 000
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	251	
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 939 110	1 099 660
Dettes fiscales et sociales	516 178	398 721
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	168 612	171 444
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	2 624 152	1 669 826
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	3 275 858	2 485 176

Rubriques	France	Exportation	31/12/2024	31/12/2023
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	2 539 017	560 695	3 099 712	3 185 397
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	2 539 017	560 695	3 099 712	3 185 397
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			6 000	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				17 693
Autres produits			934	12 995
PRODUITS D'EXPLOITATION			3 106 646	3 216 086
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 554 208	1 493 480
Impôts, taxes et versements assimilés			72 102	43 928
Salaires et traitements			1 190 939	1 186 155
Charges sociales			456 816	422 678
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			11 864	18 887
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			7 751	389
Dotations aux provisions				10 350
Autres charges			16 703	49 323
CHARGES D'EXPLOITATION			3 310 383	3 225 190
RESULTAT D'EXPLOITATION			-203 737	-9 105
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			54 904	48 070
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			54 904	48 070
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilés			2 197	14 920
Différences négatives de change			32	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 228	14 920
RESULTAT FINANCIER			52 676	33 150
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-151 061	24 046

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		32 364
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		32 364
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 583	30 120
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 583	30 120
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-2 583	2 245
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		15 984
TOTAL DES PRODUITS	3 161 550	3 296 520
TOTAL DES CHARGES	3 315 194	3 286 214
BENEFICE OU PERTE	-153 643	10 306

Annexes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Décret n° 83-1020 du 20-11-1983 - articles 7.21.24 début 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

* * *

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 3.275 857 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un déficit de 153 643,41 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement ANC n°2014-03 du 05 juin 2014 au plan comptable général (PCG), consolidé des différents règlements ANC successifs assurant sa mise à jour.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Mise en place d'un nouvel outil de gestion : SAP

Mise en œuvre d'une nouvelle organisation administrative dans le domaine de l'ADV et du recouvrement

Mise en œuvre d'une nouvelle organisation opérationnelle recentrant le rôle des managers sur le développement commercial et le pilotage de la production en s'appuyant sur l'organisation administrative et commerciale.

L'activité historique de coordination SPS se maintient globalement malgré un contexte toujours plus tendu dans le secteur de la construction. Une légère progression est même constatée sur l'implantation Auvergne Rhône Alpes.

La progression des produits de diversification (représentation d'entreprises étrangères dans le cadre des détachements transnationaux, assistance aux maîtres d'ouvrage dans le cadre de l'obligation de vigilance renforcée et "gestion salariale") constatée sur les dernières années s'est interrompue cette année du fait d'un contexte international défavorable avec une légère baisse du chiffre d'affaires.

Intégration Fiscale

La société est entrée au 01/01/2015 dans le Groupe d'Intégration Fiscale formé autour de la société Groupe Qualiconsult.

Cette intégration faisant suite à celle formée précédemment autour de la société Qualiconsult Développement.

Les principales caractéristiques de l'intégration fiscale sont les suivantes :

La prise en charge, par la société-mère, de l'impôt sur les sociétés au taux normal et au taux réduit, y compris la contribution sociale (article 235 ter ZC du CGI), dû sur le résultat et la plus-value d'ensemble, fait naître à son profit une créance sur la filiale égale à l'impôt qui serait dû par la filiale si elle n'était pas membre du groupe.

Pour le calcul de cet impôt qu'aurait dû verser la filiale, il sera tenu compte de tous ses déficits fiscaux reportables et crédits d'impôts de toute nature.

Il sera pareillement tenu compte d'éventuelles moins-values à long terme de la filiale et de la réallocation de l'économie d'impôt correspondant à leur utilisation.

Les créances seront exigibles au jour de l'exigibilité de l'impôt, avec en cours d'année, versements d'acomptes trimestriels calculés sur la contribution de la filiale au titre de l'exercice précédent et régularisation à l'échéance de la liquidation de l'impôt du groupe.

En cas d'intérêts, de pénalités ou de majoration des impôts, notamment à la suite de redressements au titre des exercices d'intégration, les créances seront augmentées en conséquence. Celles-ci seront en revanche diminuées du montant des dégrèvements accordés.

A la clôture d'un exercice déficitaire, la filiale concernée ne sera titulaire à ce titre d'aucune créance sur la société mère, pas même dans le cas où cette dernière se sera constitué une créance sur le Trésor en optant pour le report en arrière du déficit d'ensemble.

La société-mère réalisera une économie d'impôt égale à la différence entre l'impôt qui aurait dû être versé par ses filiales si elles avaient acquitté elles-mêmes leur impôt et l'impôt versé à raison du résultat d'ensemble. Cette économie d'impôt constituera pour la société-mère un profit non taxable.

En contrepartie, la société-mère assumera, le cas échéant, la charge d'impôt supplémentaire résultant du fait que la contribution de ses filiales à l'impôt du groupe est calculée en tenant compte de tous leurs déficits.

Changements de présentation

Néant

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les valeurs incorporelles immobilisées ont été évaluées à leur coût d'acquisition.

Les éléments incorporels sont amortis sur la durée de leur utilisation par l'entreprise, à savoir :

Eléments Incorporels	Durée
Logiciels	3 ans
Fonds commercial	Non amorti

Fonds commercial

L'entreprise présume que son fonds commercial n'a pas une durée d'utilisation limitée et n'a donc pas recours à l'amortissement du fonds commercial.

L'entreprise a pratiqué un test de dépréciation à la clôture de l'exercice selon les modalités définies par le règlement ANC n°2015-06 modifiant le règlement ANC n°2014-03.

Il ressort de ce test qu'aucune dépréciation n'est à comptabiliser au 31/12/2024.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement.

Les méthodes retenues ont été les suivantes :

	Durée	Méthode
Agencements et aménagements des constructions	10 ans	L
Agencements et aménagements divers	10 ans	L
Matériel de transport	1 à 4 ans	L
Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans	L
Matériel et outillage	1 à 5 ans	L
Mobilier	4 à 10 ans	L

L : Linéaire

Créances

Au 31 décembre 2024, il reste des créances non payées sur les exercices antérieurs à 2024.

Une provision pour dépréciation des créances a été comptabilisée pour un montant de 62 K€.

Elle correspond à :

- 50% des créances clients de plus de 180 jours,
- 100% des créances clients de plus de 360 jours

La provision pour dépréciation exclut les créances clients publiques.

Créances rattachées à des participations

ELYFEC n'a aucune filiale ou participation

Provision pour risques et charges

Ces provisions sont enregistrées en conformité avec l'article 322-2 du règlement ANC n°2014-03 à savoir lorsqu'il existe une obligation à la clôture de l'exercice et s'il est possible ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Les provisions couvrent les risques suivants :

- Les litiges prud'homaux évalués selon les estimations de la DRH et les décisions émises par les tribunaux,
- Les sinistres en responsabilité à hauteur de la franchise d'assurance restent à la charge de la société.
- Les éventuels autres risques,

Dettes

Les dettes fournisseurs comportent des dettes intragroupes pour un montant de 1 827 K€ TTC.

Ces dettes sont nées notamment de l'application de la convention d'animation et d'assistance auprès de Groupe Qualiconsult et de la convention de prestations de services auprès de Qualiconsult. La facturation de ces services a été émise en date du 31/12/2024 pour un montant de 515 K€ HT.

Le poste « Autres Dettes » comprend en outre les avoirs à établir pour un montant de 67 K€ TTC déterminés de manière statistique.

Aux cours de l'exercice au 31/12/2024, il n'a pas été procédé au paiement de dettes intra-groupes d'exploitation, l'encours intragroupe s'élève donc à 36 mois.

Valeurs mobilières de placement

La société ne possède plus de VMP et n'a réalisé aucun placement financier de quelque nature que ce soit au cours de l'exercice.

Transferts de charges

Leur montant est essentiellement composé de :

- remboursement d'indemnités d'assurance.
- avantages en nature des salariés soumis aux cotisations sociales.

Les charges et produits financiers

Ils comprennent principalement les intérêts calculés sur les comptes courants.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écart de conversion ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Engagements de retraite

La convention collective prévoit des indemnités de fin de carrière.

L'engagement (dette actuarielle), non comptabilisée en fin d'exercice, est de 187 352.96 €

Méthode utilisée : ANC 2021.

Contexte

La dette actuarielle en matière d'indemnités de fin de carrière pour les salariés peut être déterminée selon la méthode des « unités de crédit projetées » ou « crédits projetés » (conformément à l'IAS19).

La recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, s'applique pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises.

Fin 2021, l'ANC a modifié cette recommandation en introduisant un choix de méthodes pour la répartition des droits à prestation pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en

fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite (www.anc.gouv.fr).

Au cas d'espèce, il a été décidé de retenir la méthode de répartition des droits de manière linéaire dès la prise d'embauche du salarié. Le choix de cette méthode n'a pas d'incidence sur le calcul de la dette actuarielle.

Hypothèses retenues :

- Age de départ : 65 ans
- Taux de charges patronales : 45 %
- Turn-over : Le taux de Turn Over retenu s'élève à 8 %. Il s'agit du même taux qu'en 2020
- Initiative du départ : le salarié
- Taux de croissance des salaires : 2%
- Taux d'actualisation : 3.38%

Entreprises liées

Aucune transaction n'a été conclue avec des parties liées à des conditions qui ne seraient pas celles du marché.

Evolution récente et perspectives d'avenir

Le ralentissement significatif du secteur de la construction n'impacte aujourd'hui qu'anecdotiquement l'activité de coordination SPS d'ELYFEC. La prise de commande 2024 sur ce produit a été soutenue malgré une augmentation des prix appliquée dès le début d'année sur les nouvelles propositions. De ce fait, une légère progression du Chiffre d'Affaires sur ces produits devrait être constatée.

Les produits de diversification pâtiront parallèlement inévitablement du ralentissement de l'investissement industriel et d'un contexte politique ne favorisant pas les échanges transnationaux en France. Nous allons insister cette année sur la « fraude à l'installation » auprès des entreprises étrangères intervenant en France. Nous tablons sur une stagnation voire légère augmentation du Chiffre d'Affaires pour ces produits en 2025.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

RAS.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	172 369		55 440
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	11 359		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	17 517		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	28 876		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	75 340		445
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	75 340		445
TOTAL GENERAL	276 584		55 885

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			227 809	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers			11 359	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			17 517	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			28 876	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			75 784	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			75 784	
TOTAL GENERAL			332 469	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	48 898	11 096		59 993
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	48 898	11 096		59 993
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers	11 359			11 359
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	16 749	769		17 517
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	28 108	769		28 876
TOTAL GENERAL	77 005	11 864		88 869

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.
Fonds Cial
Autres. INC.

INCORPOREL.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	119 000			119 000
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
	119 000			119 000
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	54 826	7 751		62 577
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
	54 826	7 751		62 577
TOTAL GENERAL				
	173 826	7 751		181 577

Dotations et reprises d'exploitation

7 751

Dotations et reprises financières

Dotations et reprises exceptionnelles

Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	51 754	51 754	
Autres immobilisations financières	24 031	24 031	
Clients douteux ou litigieux	13 396	13 396	
Autres créances clients	757 408	757 408	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 252	1 252	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	8 618	8 618	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	328 104	328 104	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	1 764 695	1 764 695	
Débiteurs divers	277	277	
Charges constatées d'avance	6 063	6 063	
TOTAL GENERAL	2 955 598	2 955 598	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	251	251		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 939 110	1 939 110		
Personnel et comptes rattachés	238 897	238 897		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	132 466	132 466		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	124 425	124 425		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	20 390	20 390		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	48 398	48 398		
Autres dettes	120 214	120 214		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	2 624 152	2 624 152		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Éléments	Valeurs nettes	Durée amortissement
Fonds commercial	108 714	ans ans ans ans ans ans ans
TOTAL	108 714	

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
40810000FR	FOURNISSEURS - FNP		10 311,42	-10 311,42
40810900	FOURNISSEURS - FNP I	618 896,96		618 896,96
40820000	FOURNISSEUR FNP	12 356,75		12 356,75
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		631 253,71	10 311,42	620 942,29
AUTRES DETTES				
41980000	CLIENTS AVOIRS A ETA	72 067,03		72 067,03
41980000FR	CLIENTS AVOIRS A ETABLIR		51 412,04	-51 412,04
46860900FR	GROUPE INT CC A PAYER		14 068,09	-14 068,09
46861000FR	ASSURANCES PRO - AJUST. DE PRIME		46 877,86	-46 877,86
46861002	ASSURANCES - AJUST.	48 146,69		48 146,69
TOTAL AUTRES DETTES		120 213,72	112 357,99	7 855,73
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
42800000	COLLECTIF NOTE DE FR	3 739,48		3 739,48
42820000	PROVISION CONGES A P	108 118,58		108 118,58
42820000FR	PROVISION CONGES A PAYER		97 838,85	-97 838,85
42825000	PROVISION R.T.T	15 105,75		15 105,75
42825000FR	PROVISION R.T.T		15 165,28	-15 165,28
42862100	PROVISION BONUS	40 000,00		40 000,00
42863100	PROVISION PRIME DE V	6 176,97		6 176,97
42863100FR	PROVISION PRIME DE VACANCES		4 188,38	-4 188,38
43820000	PROV. C.S CP	47 572,15		47 572,15
43820000FR	PROV. C.S CP		31 505,34	-31 505,34
43825000	PROV. C.S R.T.T	6 646,53		6 646,53
43825000FR	PROV. C.S R.T.T		4 827,83	-4 827,83
43862100	PROV. C.S BONUS	17 600,00		17 600,00
43863100	PROV. C.S PRIME VACA	2 717,87		2 717,87
43863100FR	PROV. C.S PRIME VACANCES		1 321,26	-1 321,26
44860200	TVS	8 640,94		8 640,94
44860300	CVAE	4 221,00		4 221,00
44860300FR	CVAE		395,00	-395,00
44860400	TAXE D'APPRENTISSAGE	1 054,72		1 054,72
44860400FR	TAXE D'APPRENTISSAGE		1 843,24	-1 843,24
44860500	FPC	1 021,05		1 021,05
44860500FR	FPC		1 153,34	-1 153,34
44860600FR	EFFORT CONSTRUCTION		138,79	-138,79
44860800	CHARGES FISCALES SUR	2 000,00		2 000,00
44860800FR	CHARGES FISCALES SUR PROVS SAL.		103,60	-103,60
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		264 615,04	158 480,91	106 134,13
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
51860000	INT.CHARGES COURUES	251,44		251,44
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		251,44		251,44
TOTAL CHARGES A PAYER		1 016 333,91	281 150,32	735 183,59

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
41800900	FACTURES A ETABLIR	12 834,18		12 834,18
41810000	CLIENTS FACTURES A E	20 697,60		20 697,60
41810000FR	CLIENTS FACTURES A ETABLIR		36 493,20	-36 493,20
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		33 531,78	36 493,20	-2 961,42
AUTRES CREANCES				
43870000	I.J.S.S A RECEVOIR	4 724,53		4 724,53
43870000FR	I.J.S.S A RECEVOIR		4 776,39	-4 776,39
43871000	PREVOYANCE A RECEVOI	3 893,80		3 893,80
43871000FR	PREVOYANCE A RECEVOIR		2 557,50	-2 557,50
46870900FR	GROUPE INT CC A RECEVOIR		44 654,25	-44 654,25
TOTAL AUTRES CREANCES		8 618,33	51 988,14	-43 369,81
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		42 150,11	88 481,34	-46 331,23

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	CHARGES CONSTATEES D	6 062,52		6 062,52
48600000FR	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		21 594,84	-21 594,84
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		6 062,52	21 594,84	-15 532,32

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	400			100
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		696 350	
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		696 350	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves			
Variations des subventions d'investissement			
Variations des provisions réglementées			
Autres variations		10 000	
Résultat de l'exercice		153 643	
		SOLDE	163 643
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			532 707

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023	%
PRESTATIONS DE SERVICES	2 022 375	1 598	2 023 973	3 185 397	-36,46 %
Activité Représentation	516 641	559 097	1 075 738		

TOTAL	2 539 016	560 695	3 099 711	3 185 397	-2,69 %
--------------	------------------	----------------	------------------	------------------	----------------

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
PENALITES DE MARCHE	315	671100000
PENALITES ET AMENDES FISCALES	745	671200000
AUTRES CH.EX SUR OP	1 522	671800000

TOTAL 2 583

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
---------------------	---------	----------------------

TOTAL

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-151 061		-151 061
Résultat exceptionnel à court terme	-2 582		-2 582
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-153 643		-153 643

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadre	21	
Agent de maîtrise	1	
Technicien	7	
Employé	1	
	TOTAL	30

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
SIFA-1 Bis Rue du petit Clamart- 78140 velisy cedex	SAS	282 000	84,90 %
Groupe Qualiconsult- 1 Bis Rue du petit Clamart-78140 Velisy cede	SAS	71 543 626	100,00 %

Rubriques

Entreprises liées

Participations

ACTIF IMMOBILISE

Capital souscrit non appelé
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles
Participations
Créances rattachées à des participations
Prêts
Autres titres immobilisés
Autres immobilisations financières

ACTIF CIRCULANT

Avances et acomptes versés sur commandes
Créances clients et comptes rattachés
Autres créances
Capital souscrit appelé, non versé
Valeurs mobilières de placement
Disponibilités

DETTES

Emprunts obligataires convertibles
Autres emprunts obligataires
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit
Emprunts et dettes financières divers
Avances et acomptes reçus sur commandes
Dettes fournisseurs et comptes rattachés
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés
Autres dettes

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Produits de participations
Autres produits financiers
Charges financières

REINTEGRATIONS		BENEFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE	
Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés de sociétés soumises à l'impôt sur le revenu			
Avantages personnels non déductibles (sauf amortissements)		Amort. Excédent. (art. 26 273	34 914
Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'art. 39-4 du CGI		39-4 CGI) et autres amort. non déductibles	
Fraction des loyers à réintégrer (crédit bail immobilier et levée d'option)		Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS)	8 641
Provisions et charges à payer non déductibles		Dont part des loyers dispensée de réintégration (art 239 sexies D)	
Amendes et pénalités	745	Charges à payer liées à des états non coopératifs	745
Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI		Ch. F. art 39.1.3 & 212 t	
Impôt sur les sociétés			
Quote-part			
Bénéfices réalisés par Sté de person. ou un GIE		Résultat art.209B	
Moins-values nettes à long terme relevant du taux de 15 % ou 19 % (ou 12,8 % : pour l'I.R.)			
Moins-values nettes à long terme relevant du taux de 0 %			
Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs		- plus-values nettes à court terme	
		- plus-values soumises au régime des fusions	
Ecarts de valeurs liquidatives sur OPC			
Réintégrations diverses		Intérêts excédentaires	
Quote part PV à taux 0		Zones entreprises	
Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage			
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel au tonnage			
		TOTAL REINTEGRATIONS	35 659
DEDUCTIONS		PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE	
Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un GIE			
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées et réintégrées dans les résultats			
		- imposées au taux de 15 % (ou 12,8 % : entreprises soumises à l'I.R.)	
Plus-values nettes à long terme		- imposées au taux de 0 %	
		- imposées au taux de 19 %	
		- imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures	
		- imputées sur les déficits antérieurs	
Autres plus-values imposées au taux de 19 %			
Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée			
Régime stés mères et filiales : produit net actions, parts d'intérêts quote-part à déduire			
Produits de participation inéligibles au régime des sociétés mères déductibles à hauteur de 99%			
Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-Mer			
Majoration d'amortissements			
Abattement sur bénéfice et exonérations		Entreprises nouvelles	
		Restruct. Défense	
		Bassin emploi à redyn.	
		Zone franche d'activités	
		Bass. urbain à dynam.	
		Revitalisation rurale	
Ecarts de valeurs liquidatives sur OPC			
Déductions diverses		Créance dédagée par le report en arrière du déficit	
Dont déduction exceptionnelle article 39		Déd. except. article 39 A	
Dont déduction exceptionnelle article 39 B		Déd. except. article 39 C	
Dont déduction exceptionnelle article 39 D		Déd. except. article 39 E	
Dont déduction exceptionnelle article 39 F		Déd. except. article 39 G	
Dont déduction exceptionnelle article 39 F			
Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage			
		TOTAL DEDUCTIONS	153 643
RESULTAT		BENEFICE	DEFICIT
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables			117 984
Déficit de l'exercice reporté en arrière			
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice			
RESULTAT FISCAL			117 984

2058B - Déficits indemnités pour congrés et provisions non déductibles

SUIVI DES DEFICITS

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent
Déficits transférés de plein droit (art. 209-II-2)
Nombre d'opérations sur l'exercice
Déficits imputés
Déficits reportables
Déficit de l'exercice
Total des déficits restant à reporter

INDEMNITES POUR CONGES A PAYER, CHARGES CORRESPONDANTES Dotations exercice

Indemnités pour congés à payer et charges correspondantes (art.39.1, al.1)

PROVISIONS ET CHARGES A PAYER NON DEDUCTIBLES Dotations exercice Reprises exercice

Indemnités pour congés payés et charges correspondantes (art.39.1, al.2)
Provisions pour risques et charges
Provisions pour dépréciations
Charges à payer

TOTAUX

CONSEQUENCES DE LA METHODE PAR COMPOSANTS Début d'exercice Imputations Fin d'exercice

TABLEAU D'AFFECTION DU RESULTAT DE L'EXERCICE PRECEDENT		31/12/2023	
ORIGINES			
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice précédent			
Résultat de l'exercice précédent			10 306
Prélèvements sur les réserves			
		TOTAL I	10 306
AFFECTATIONS			
Affectations aux réserves	- Réserve légale		306
	- Autres réserves		10 000
Dividendes			
Autres répartitions			
Report à nouveau			
		TOTAL II	10 306
RENSEIGNEMENTS DIVERS		31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS			
Engagements de crédit-bail mobilier			
Prix de revient des biens pris en crédit-bail			
Engagements de crédit-bail immobilier			
Effets portés à l'escompte et non échus			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES			
Sous-traitance		349 933	324 222
Locations, charges locatives et de copropriété		223 875	201 952
Loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois	223 228		
Personnel extérieur à l'entreprise			
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires, hors rétrocessions		534 128	479 687
Retrocessions d'honoraires, commissions et courtages			
Autres comptes		446 273	487 620
Dont cotisations versées aux organisations syndicales et prof.			
		TOTAL	1 554 208
			1 493 480
IMPOTS ET TAXES			
Taxe professionnelle		10 520	10 154
Autres impôts et taxes, dont taxe intér.de conso. prod. éner.		61 582	33 774
		TOTAL	72 102
			43 928
T.V.A.			
Montant de la T.V.A collectée		446 924	455 652
Montant de la T.V.A déductible sur biens et services, hors immobilisations		148 316	241 834
DIVERS			
Montant brut des salaires figurant sur la DADS1 ou modèle 2460		1 156 724	
Plus-value en franchise d'impôt, première option pour le régime simplifié			
REGIME DE GROUPE			
Société : résultat hors groupe	-117 984P-V 15 %	P-V 0 %	
	P-V 19 %	Imputations	
Groupe : résultat d'ensemble	P-V 15 %	P-V 0 %	
	P-V 19 %	Imputations	
	Mère, filiale	2 N°SIRET sté mère	80809528500017
Numéro du centre de gestion agréé			
Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés		0	0
Filiales et participations : liste prévue par l'article 38 II, annexe III du CGI jointe à la déclaration			
Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt pour l'entreprise donatrice (art.238bis-4 du CGI)			
Montant de l'investis. qui a donné lieu à amortis. exceptionnel chez l'entrep. investisseur (art.217 octies)			

DECLARATION DES EFFECTIFS

Effectifs moyens du personnel			30
dont apprentis			
2 dont handicapés		1	
Effectifs affectés à l'activité artisanale			

I CHIFFRE D'AFFAIRES DE REFERENCE CVAE

Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises			3 099 712
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés			
Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante			
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges			
	TOTAL 1		3 099 712

II AUTRES PRODUITS A RETENIR POUR LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

Autres produits de gestion courante (hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun)			934
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation			
Subventions d'exploitation reçues			6 000
Variation positive des stocks			
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée			
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation			
	TOTAL 2		6 934

III CHARGES A RETENIR POUR LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

Achats			89 874
Variation négative des stocks			
Services extérieurs, à l'exception des loyers et redevances			1 240 459
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immo. corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois			
Taxes déductibles de la valeur ajoutée			
Autres charges de gestion courante (hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun)			16 703
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée			
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immo. corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois			
Moins-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles si attachées à une activité normale et courante			
	TOTAL 3		1 347 036

IV VALEUR AJOUTEE PRODUITE

Calcul de la valeur ajoutée	TOTAL 1 + TOTAL 2 - TOTAL 3		1 759 609
-----------------------------	------------------------------------	--	------------------

V COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES

Entreprise mono-établissement au sens de la cvae (case à cocher)			
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE			1 759 609
Chiffre d'affaires de référence au sens de la cvae			
Effectifs au sens de la CVAE			
Chiffre d'affaires du groupe économique (art. 223 A du CGI)			
Période de référence	du		au
Date de cessation de l'entreprise			

Détail des comptes

ELYFEC

S.A.S. au capital de 40.000 euros
SIEGE SOCIAL : 29 rue Condorcet
Bâtiment A - Porte 7021- 38090 VAULX MILIEU
434 024 394 RCS VIENNE

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

DEUXIEME DECISION - AFFECTATION DU RESULTAT

Sur proposition du Président, l'associé unique décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à <153.643,41> euros de la manière suivante :

Origine

- Résultat : perte de<153.643,41> euros

Affectation du résultat

- Imputation sur le poste « Autres Réserves »<153.643,41> euros

L'Associé Unique rappelle en outre les distributions de dividendes effectuées au cours des trois derniers exercices :

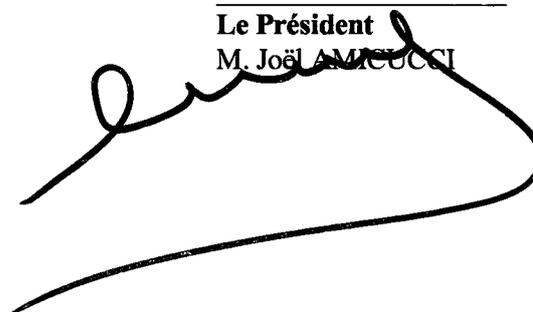
Exercice	Revenus éligibles à l'abattement prévu à l'article 158-3 2° du C.G.I.		Revenus non éligibles à l'abattement prévu à l'article 158-3 2° du C.G.I.
	Dividendes	Autres revenus distribués	
Exercice 2021	250.000,00 €	/	/
Exercice 2022	74.000,00 €	/	/
Exercice 2023	10.000 €	/	/

ADOPTION

Cette décision a été prise par l'associé unique le 09 avril 2025.

« Extrait certifié
conforme »

Le Président
M. Joël AMICUCCI



AUDY & ASSOCIÉS

Commissaires aux Comptes

David DEVAUTOUR
Grégory JUILLARD

ELYFEC

société par actions simplifiée au capital de 40 000,00 €

29, Rue Condorcet

Bâtiment A – Porte 7021

38093 VAULX-MILIEU CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024



Siège Social : 19, avenue de Messine - 75008 **PARIS** - Tél. : 01.42.89.36.48
Bureau : 2-3 Parc d'activités du Bois St Michel - 19200 **USSEL** - Tél. : 05.55.46.19.19
Mail : audyassociés@lvds.biz - Site internet : www.lvds.biz

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société ELYFEC,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société par actions simplifiée « ELYFEC » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

➤ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées en annexe « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

➤ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

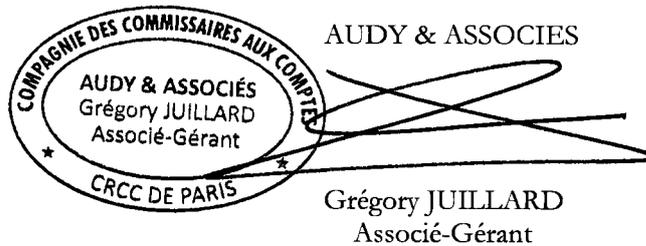
Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Fait à Paris,
Le 14 mars 2025

AUDY & ASSOCIÉS



Grégory JUILLARD
Associé-Gérant

Pièces jointes :

- Annexe : « Description des responsabilités »
- Comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024

ANNEXE : « DESCRIPTION DES RESPONSABILITES »

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✓ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✓ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ✓ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2024	31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	63 655	59 993	3 662	14 757
Fonds commercial	108 714		108 714	108 714
Autres immobilisations incorporelles	55 440		55 440	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	28 876	28 876		769
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	51 754		51 754	51 754
Autres immobilisations financières	24 031		24 031	23 586
ACTIF IMMOBILISE	332 469	88 869	243 600	199 579
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	5 160		5 160	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	770 805	62 577	708 228	650 109
Autres créances	2 102 946		2 102 946	1 099 826
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	209 862		209 862	514 067
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	6 063		6 063	21 595
ACTIF CIRCULANT	3 094 835	62 577	3 032 258	2 285 597
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	3 427 304	151 446	3 275 858	2 485 176

Rubriques		31/12/2024	31/12/2023
Capital social ou individuel	(dont versé : 40 000)	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation	(dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	642 350	642 044
Report à nouveau			
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-153 643	10 306
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		532 706	696 350
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		119 000	119 000
Provisions pour charges			
PROVISIONS		119 000	119 000
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		251	
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 939 110	1 099 660
Dettes fiscales et sociales		516 178	398 721
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		168 612	171 444
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
DETTES		2 624 152	1 669 826
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		3 275 858	2 485 176

Rubriques	France	Exportation	31/12/2024	31/12/2023
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	2 539 017	560 695	3 099 712	3 185 397
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	2 539 017	560 695	3 099 712	3 185 397
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			6 000	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				17 693
Autres produits			934	12 995
PRODUITS D'EXPLOITATION			3 106 646	3 216 086
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 554 208	1 493 480
Impôts, taxes et versements assimilés			72 102	43 928
Salaires et traitements			1 190 939	1 186 155
Charges sociales			456 816	422 678
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			11 864	18 887
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			7 751	389
Dotations aux provisions				10 350
Autres charges			16 703	49 323
CHARGES D'EXPLOITATION			3 310 383	3 225 190
RESULTAT D'EXPLOITATION			-203 737	-9 105
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			54 904	48 070
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			54 904	48 070
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			2 197	14 920
Différences négatives de change			32	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 228	14 920
RESULTAT FINANCIER			52 676	33 150
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-151 061	24 046

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		32 364
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		32 364
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 583	30 120
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 583	30 120
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-2 583	2 245
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		15 984
TOTAL DES PRODUITS	3 161 550	3 296 520
TOTAL DES CHARGES	3 315 194	3 286 214
BENEFICE OU PERTE	-153 643	10 306

Annexes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Décret n° 83-1020 du 20-11-1983 - articles 7.21.24 début 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

* * *

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 3.275 857 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un déficit de 153 643,41 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement ANC n°2014-03 du 05 juin 2014 au plan comptable général (PCG), consolidé des différents règlements ANC successifs assurant sa mise à jour.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Mise en place d'un nouvel outil de gestion : SAP

Mise en œuvre d'une nouvelle organisation administrative dans le domaine de l'ADV et du recouvrement

Mise en œuvre d'une nouvelle organisation opérationnelle recentrant le rôle des managers sur le développement commercial et le pilotage de la production en s'appuyant sur l'organisation administrative et commerciale.

L'activité historique de coordination SPS se maintient globalement malgré un contexte toujours plus tendu dans le secteur de la construction. Une légère progression est même constatée sur l'implantation Auvergne Rhône Alpes.

La progression des produits de diversification (représentation d'entreprises étrangères dans le cadre des détachements transnationaux, assistance aux maîtres d'ouvrage dans le cadre de l'obligation de vigilance renforcée et "gestion salariale") constatée sur les dernières années s'est interrompue cette année du fait d'un contexte international défavorable avec une légère baisse du chiffre d'affaires.

Intégration Fiscale

La société est entrée au 01/01/2015 dans le Groupe d'Intégration Fiscale formé autour de la société Groupe Qualiconsult.

Cette intégration faisant suite à celle formée précédemment autour de la société Qualiconsult Développement.

Les principales caractéristiques de l'intégration fiscale sont les suivantes :

La prise en charge, par la société-mère, de l'impôt sur les sociétés au taux normal et au taux réduit, y compris la contribution sociale (article 235 ter ZC du CGI), dû sur le résultat et la plus-value d'ensemble, fait naître à son profit une créance sur la filiale égale à l'impôt qui serait dû par la filiale si elle n'était pas membre du groupe.

Pour le calcul de cet impôt qu'aurait dû verser la filiale, il sera tenu compte de tous ses déficits fiscaux reportables et crédits d'impôts de toute nature.

Il sera pareillement tenu compte d'éventuelles moins-values à long terme de la filiale et de la réallocation de l'économie d'impôt correspondant à leur utilisation.

Les créances seront exigibles au jour de l'exigibilité de l'impôt, avec en cours d'année, versements d'acomptes trimestriels calculés sur la contribution de la filiale au titre de l'exercice précédent et régularisation à l'échéance de la liquidation de l'impôt du groupe.

En cas d'intérêts, de pénalités ou de majoration des impôts, notamment à la suite de redressements au titre des exercices d'intégration, les créances seront augmentées en conséquence. Celles-ci seront en revanche diminuées du montant des dégrèvements accordés.

A la clôture d'un exercice déficitaire, la filiale concernée ne sera titulaire à ce titre d'aucune créance sur la société mère, pas même dans le cas où cette dernière se sera constitué une créance sur le Trésor en optant pour le report en arrière du déficit d'ensemble.

La société-mère réalisera une économie d'impôt égale à la différence entre l'impôt qui aurait dû être versé par ses filiales si elles avaient acquitté elles-mêmes leur impôt et l'impôt versé à raison du résultat d'ensemble. Cette économie d'impôt constituera pour la société-mère un profit non taxable.

En contrepartie, la société-mère assumera, le cas échéant, la charge d'impôt supplémentaire résultant du fait que la contribution de ses filiales à l'impôt du groupe est calculée en tenant compte de tous leurs déficits.

Changements de présentation

Néant

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les valeurs incorporelles immobilisées ont été évaluées à leur coût d'acquisition.

Les éléments incorporels sont amortis sur la durée de leur utilisation par l'entreprise, à savoir :

Eléments Incorporels	Durée
Logiciels	3 ans
Fonds commercial	Non amorti

Fonds commercial

L'entreprise présume que son fonds commercial n'a pas une durée d'utilisation limitée et n'a donc pas recours à l'amortissement du fonds commercial.

L'entreprise a pratiqué un test de dépréciation à la clôture de l'exercice selon les modalités définies par le règlement ANC n°2015-06 modifiant le règlement ANC n°2014-03.

Il ressort de ce test qu'aucune dépréciation n'est à comptabiliser au 31/12/2024.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement.

Les méthodes retenues ont été les suivantes :

	Durée	Méthode
Agencements et aménagements des constructions	10 ans	L
Agencements et aménagements divers	10 ans	L
Matériel de transport	1 à 4 ans	L
Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans	L
Matériel et outillage	1 à 5 ans	L
Mobilier	4 à 10 ans	L

L : Linéaire

Créances

Au 31 décembre 2024, il reste des créances non payées sur les exercices antérieurs à 2024.

Une provision pour dépréciation des créances a été comptabilisée pour un montant de 62 K€.

Elle correspond à :

- 50% des créances clients de plus de 180 jours,
- 100% des créances clients de plus de 360 jours

La provision pour dépréciation exclut les créances clients publiques.

Créances rattachées à des participations

ELYFEC n'a aucune filiale ou participation

Provision pour risques et charges

Ces provisions sont enregistrées en conformité avec l'article 322-2 du règlement ANC n°2014-03 à savoir lorsqu'il existe une obligation à la clôture de l'exercice et s'il est possible ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Les provisions couvrent les risques suivants :

- Les litiges prud'homaux évalués selon les estimations de la DRH et les décisions émises par les tribunaux,
- Les sinistres en responsabilité à hauteur de la franchise d'assurance restent à la charge de la société.
- Les éventuels autres risques,

Dettes

Les dettes fournisseurs comportent des dettes intragroupes pour un montant de 1 827 K€ TTC.

Ces dettes sont nées notamment de l'application de la convention d'animation et d'assistance auprès de Groupe Qualiconsult et de la convention de prestations de services auprès de Qualiconsult. La facturation de ces services a été émise en date du 31/12/2024 pour un montant de 515 K€ HT.

Le poste « Autres Dettes » comprend en outre les avoirs à établir pour un montant de 67 K€ TTC déterminés de manière statistique.

Aux cours de l'exercice au 31/12/2024, il n'a pas été procédé au paiement de dettes intra-groupes d'exploitation, l'encours intragroupe s'élève donc à 36 mois.

Valeurs mobilières de placement

La société ne possède plus de VMP et n'a réalisé aucun placement financier de quelque nature que ce soit au cours de l'exercice.

Transferts de charges

Leur montant est essentiellement composé de :

- remboursement d'indemnités d'assurance.
- avantages en nature des salariés soumis aux cotisations sociales.

Les charges et produits financiers

Ils comprennent principalement les intérêts calculés sur les comptes courants.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écart de conversion ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Engagements de retraite

La convention collective prévoit des indemnités de fin de carrière.

L'engagement (dette actuarielle), non comptabilisée en fin d'exercice, est de 187 352.96 €

Méthode utilisée : ANC 2021.

Contexte

La dette actuarielle en matière d'indemnités de fin de carrière pour les salariés peut être déterminée selon la méthode des « unités de crédit projetées » ou « crédits projetés » (conformément à l'IAS19).

La recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, s'applique pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises.

Fin 2021, l'ANC a modifié cette recommandation en introduisant un choix de méthodes pour la répartition des droits à prestation pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en

fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite (www.anc.gouv.fr).

Au cas d'espèce, il a été décidé de retenir la méthode de répartition des droits de manière linéaire dès la prise d'embauche du salarié. Le choix de cette méthode n'a pas d'incidence sur le calcul de la dette actuarielle.

Hypothèses retenues :

- Age de départ : 65 ans
- Taux de charges patronales : 45 %
- Turn-over : Le taux de Turn Over retenu s'élève à 8 %. Il s'agit du même taux qu'en 2020
- Initiative du départ : le salarié
- Taux de croissance des salaires : 2%
- Taux d'actualisation : 3.38%

Entreprises liées

Aucune transaction n'a été conclue avec des parties liées à des conditions qui ne seraient pas celles du marché.

Evolution récente et perspectives d'avenir

Le ralentissement significatif du secteur de la construction n'impacte aujourd'hui qu'anecdotiquement l'activité de coordination SPS d'ELYFEC. La prise de commande 2024 sur ce produit a été soutenue malgré une augmentation des prix appliquée dès le début d'année sur les nouvelles propositions. De ce fait, une légère progression du Chiffre d'Affaires sur ces produits devrait être constatée.

Les produits de diversification pâtiront parallèlement inévitablement du ralentissement de l'investissement industriel et d'un contexte politique ne favorisant pas les échanges transnationaux en France. Nous allons insister cette année sur la « fraude à l'installation » auprès des entreprises étrangères intervenant en France. Nous tablons sur une stagnation voire légère augmentation du Chiffre d'Affaires pour ces produits en 2025.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

RAS.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	172 369		55 440
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	11 359		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	17 517		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	28 876		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	75 340		445
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	75 340		445
TOTAL GENERAL	276 584		55 885

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			227 809	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers			11 359	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			17 517	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			28 876	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			75 784	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			75 784	
TOTAL GENERAL			332 469	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	48 898	11 096		59 993
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	48 898	11 096		59 993
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers	11 359			11 359
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	16 749	769		17 517
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	28 108	769		28 876
TOTAL GENERAL	77 005	11 864		88 869

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							

INCORPOREL.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	119 000			119 000
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	119 000			119 000
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	54 826	7 751		62 577
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	54 826	7 751		62 577
TOTAL GENERAL	173 826	7 751		181 577
Dotations et reprises d'exploitation		7 751		
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	51 754	51 754	
Autres immobilisations financières	24 031	24 031	
Clients douteux ou litigieux	13 396	13 396	
Autres créances clients	757 408	757 408	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 252	1 252	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	8 618	8 618	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	328 104	328 104	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	1 764 695	1 764 695	
Débiteurs divers	277	277	
Charges constatées d'avance	6 063	6 063	
TOTAL GENERAL	2 955 598	2 955 598	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	251	251		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 939 110	1 939 110		
Personnel et comptes rattachés	238 897	238 897		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	132 466	132 466		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	124 425	124 425		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	20 390	20 390		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	48 398	48 398		
Autres dettes	120 214	120 214		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	2 624 152	2 624 152		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Eléments	Valeurs nettes	Durée amortissement
Fonds commercial	108 714	ans ans ans ans ans ans ans
TOTAL	108 714	

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
40810000FR	FOURNISSEURS - FNP		10 311,42	-10 311,42
40810900	FOURNISSEURS - FNP I	618 896,96		618 896,96
40820000	FOURNISSEUR FNP	12 356,75		12 356,75
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		631 253,71	10 311,42	620 942,29
AUTRES DETTES				
41980000	CLIENTS AVOIRS A ETA	72 067,03		72 067,03
41980000FR	CLIENTS AVOIRS A ETABLIR		51 412,04	-51 412,04
46860900FR	GROUPE INT CC A PAYER		14 068,09	-14 068,09
46861000FR	ASSURANCES PRO - AJUST. DE PRIME		46 877,86	-46 877,86
46861002	ASSURANCES - AJUST.	48 146,69		48 146,69
TOTAL AUTRES DETTES		120 213,72	112 357,99	7 855,73
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
42800000	COLLECTIF NOTE DE FR	3 739,48		3 739,48
42820000	PROVISION CONGES A P	108 118,58		108 118,58
42820000FR	PROVISION CONGES A PAYER		97 838,85	-97 838,85
42825000	PROVISION R.T.T	15 105,75		15 105,75
42825000FR	PROVISION R.T.T		15 165,28	-15 165,28
42862100	PROVISION BONUS	40 000,00		40 000,00
42863100	PROVISION PRIME DE V	6 176,97		6 176,97
42863100FR	PROVISION PRIME DE VACANCES		4 188,38	-4 188,38
43820000	PROV. C.S CP	47 572,15		47 572,15
43820000FR	PROV. C.S CP		31 505,34	-31 505,34
43825000	PROV. C.S R.T.T	6 646,53		6 646,53
43825000FR	PROV. C.S R.T.T		4 827,83	-4 827,83
43862100	PROV. C.S BONUS	17 600,00		17 600,00
43863100	PROV. C.S PRIME VACA	2 717,87		2 717,87
43863100FR	PROV. C.S PRIME VACANCES		1 321,26	-1 321,26
44860200	TVS	8 640,94		8 640,94
44860300	CVAE	4 221,00		4 221,00
44860300FR	CVAE		395,00	-395,00
44860400	TAXE D'APPRENTISSAGE	1 054,72		1 054,72
44860400FR	TAXE D'APPRENTISSAGE		1 843,24	-1 843,24
44860500	FPC	1 021,05		1 021,05
44860500FR	FPC		1 153,34	-1 153,34
44860600FR	EFFORT CONSTRUCTION		138,79	-138,79
44860800	CHARGES FISCALES SUR	2 000,00		2 000,00
44860800FR	CHARGES FISCALES SUR PROVS SAL.		103,60	-103,60
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		264 615,04	158 480,91	106 134,13
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
51860000	INT.CHARGES COURUES	251,44		251,44
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		251,44		251,44
TOTAL CHARGES A PAYER		1 016 333,91	281 150,32	735 183,59

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
41800900	FACTURES A ETABLIR	12 834,18		12 834,18
41810000	CLIENTS FACTURES A E	20 697,60		20 697,60
41810000FR	CLIENTS FACTURES A ETABLIR		36 493,20	-36 493,20
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		33 531,78	36 493,20	-2 961,42
AUTRES CREANCES				
43870000	I.J.S.S A RECEVOIR	4 724,53		4 724,53
43870000FR	I.J.S.S A RECEVOIR		4 776,39	-4 776,39
43871000	PREVOYANCE A RECEVOI	3 893,80		3 893,80
43871000FR	PREVOYANCE A RECEVOIR		2 557,50	-2 557,50
46870900FR	GRUPE INT CC A RECEVOIR		44 654,25	-44 654,25
TOTAL AUTRES CREANCES		8 618,33	51 988,14	-43 369,81
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		42 150,11	88 481,34	-46 331,23

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	CHARGES CONSTATEES D	6 062,52		6 062,52
48600000FR	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		21 594,84	-21 594,84
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		6 062,52	21 594,84	-15 532,32

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	400			100
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		696 350	
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		696 350	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves			
Variations des subventions d'investissement			
Variations des provisions réglementées			
Autres variations		10 000	
Résultat de l'exercice		153 643	
		SOLDE	163 643
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			532 707

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023	%
PRESTATIONS DE SERVICES	2 022 375	1 598	2 023 973	3 185 397	-36,46 %
Activité Représentation	516 641	559 097	1 075 738		
TOTAL	2 539 016	560 695	3 099 711	3 185 397	-2,69 %

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
PENALITES DE MARCHE	315	671100000
PENALITES ET AMENDES FISCALES	745	671200000
AUTRES CH.EX SUR OP	1 522	671800000

TOTAL 2 583

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
---------------------	---------	----------------------

TOTAL

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-151 061		-151 061
Résultat exceptionnel à court terme	-2 582		-2 582
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-153 643		-153 643

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadre	21	
Agent de maîtrise	1	
Technicien	7	
Employé	1	
	TOTAL	30

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
SIFA-1 Bis Rue du petit Clamart- 78140 velisy cedex	SAS	282 000	84,90 %
Groupe Qualiconsult- 1 Bis Rue du petit Clamart-78140 Velisy cede:	SAS	71 543 626	100,00 %